

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« **NEUJ PRO 2014 – 13^{èmes} Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse** »

TABLE RONDE 4

Co-éducation : la place des familles

Intervenants :

Maryse CHARMET, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN)

Bernard TRANCHAND, administrateur de l'union nationale des associations familiales et président de l'union départementale des associations familiales de l'Isère (UDAF38)

Bruno JARRY, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM)

Animatrice :

Annie SCHWING, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : bienvenue à cette table ronde qui s'appelle : Co-éducation : la place des familles. Les trois intervenants viennent d'horizons différents. Ils nous feront partager leurs expériences qui sont riches et qui permettent d'apporter un regard croisé. Je m'appelle Annie Schwing. Je suis responsable du pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier. Je m'occupe principalement de protection de l'enfance. Autour de la table, nous avons Maryse Charmet, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN). Elle va nous parler d'une expérience qu'elle mène en RASED. À ses côtés, Bruno Jarry, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux, le CLAVIM. A mes côtés, Bernard Tranchand, administrateur de l'UNAF, mais qui a également une longue carrière dans les maisons familiales rurales.

Notre table ronde va se dérouler en trois temps. Chacun des intervenants présentera son expérience et à chaque fois nous aurons un temps d'échange. Pour moi, la co-éducation est mettre l'accent sur le rôle de chacun de ceux qui entourent un enfant dans le processus éducatif. C'est un processus interactif et collectif qui occasionne des débats autour de l'intégration de l'école dans son environnement, dans ses liens avec les usagers, avec les acteurs sociaux que sont les familles. Les pratiques sur le terrain sont très variées. On a parlé ce matin d'expérimentations. Les pratiques varient selon les contextes urbains, périurbains, ruraux, selon les degrés d'enseignement, selon les initiatives des acteurs. La première initiative va vous être présentée par Maryse Charmet. Elle nous présente une action qu'elle conduit depuis cinq ans et qui s'appelle : Jeudi, on joue ensemble.

Maryse Charmet, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN) : Bonjour. Cet après-midi, si on partage avec vous notre expérience pour tenter de tracer des possibles, c'est pour dire comment. En effet, c'est cette question qui traverse tous les échanges ici. Je suis rééducatrice en RASED Education nationale ou maître G. Un RASED, c'est trois professionnels spécialisés : psychologue scolaire, maître E et maître G. Depuis six ou sept ans, ces professionnels ont été dans certains départements carrément rayés de la carte suite aux mesures de suppression des postes. Maintenant, nos secteurs sont très étendus avec 15 ou 20 écoles, 2 500 à 3 000 élèves pour deux professionnels. Ça modifie

énormément nos possibilités d'intervention. Je suis également présidente de la FNAREN. C'est une fédération professionnelle qui fonctionne comme une association. Elle organise chaque année un congrès national. Cette année, c'était le 29^e et avait lieu à Echirolles sur le thème « Relation école famille, construire une relation de confiance pour mieux s'apprendre ». Le 30^e aura lieu à Bordeaux. Ça sera « L'enfant et les images ». Vous pourrez trouver tous les éléments sur le site de la FNAREN. Je voulais vous remercier de votre invitation dont j'ai été surprise mais dans le bon sens. Hier quand je suis arrivée, je me suis dit qu'il n'y avait pas d'enseignants du primaire. J'ai trouvé ça symbolique parce que l'école qui rentre dans les rencontres Neu'pro, c'est par les RASED qui sont supprimés depuis sept ans. Les RASED rééducateurs sont des professionnels à l'interface entre l'école, les familles et les partenaires. Cette situation de partages au Neu'pro est très enrichissante et en même temps ce sont les professionnels qui ont été les plus menacés et qui ont disparu qui ont pu être là aujourd'hui. Co-éducation : la place des familles. La participation, la place des parents est une disposition centrale de la toute récente loi de la refondation de juillet 2013. Ce n'est pas nouveau. L'école appelle à l'implication des familles depuis presque 40 ans mais sans y parvenir. Les derniers constats sont que l'écart se creuse encore, que de plus en plus de jeunes sont en marge du système et que de plus en plus de familles se retrouvent dans une situation que Pierre Périer qui est un chercheur sociologue de l'université de Rennes appelle le décrochage scolaire parental. Comment l'école va-t-elle pouvoir faire pour renouer avec la promesse républicaine de faire réussir tous avec tous ? Il faut intéresser les familles. Il faut partager. Il faut construire ensemble. Comment fait-on ? Je vais vous parler d'une expérimentation qui est devenue un projet parce qu'elle a cinq ans. Elle a été mise en place sur un secteur qui réunit l'école, les parents et les partenaires sociaux et médico-sociaux. J'ai un power point des images du projet, comment il se passe et comment on le vit. « On joue ensemble » a été co-construit, co-pensé à partir des besoins analysés d'un secteur et d'un territoire. Il y a six ans, ce dispositif s'est mis en place à Pontcharra dans l'Isère. C'est une ville de 7 600 habitants à l'écart de Grenoble et de Chambéry, donc à l'écart de toutes les structures, les projets qui fonctionnent. C'est une ville au passé ouvrier très fort avec la déclinaison de ce qui se passe au niveau de l'emploi, au niveau social, au niveau famille. Il y a un fort parc de logements sociaux. Par contre dans cette ville, toutes les structures d'aide, de soins ont fermé au cours des vingt dernières années. Dans les écoles, on s'est retrouvé avec des situations d'enfants, de familles pour lesquelles il aurait fallu qu'on travaille avec des partenaires parce que l'école ne pouvait pas répondre toute seule. Mais sur le terrain, il n'y avait pas de possibilité de CMP et d'autres intervenants. On s'est dit que cette année-là il fallait au moins qu'on se rencontre entre partenaires sociaux, médico-sociaux de la ville. On a initié des réunions tous les mois et demi où on se retrouvait assistante sociale, infirmière de PMI, responsable du SACEP qui est un foyer où un travail sur la parentalité se fait, les médecins scolaires quand ils peuvent, les psychologues scolaires, les personnes du RASED. On a commencé à travailler ensemble pour se connaître, présenter les structures et les démarches et ensuite on a mis des situations en travail anonyme pour voir comment chacun de sa place pouvait répondre. En tant que rééducatrice, j'interviens dans les écoles. Dans l'école maternelle de ce secteur-là qui est une école à profil ZEP mais qui n'a pas les moyens parce que le collège de la ville n'est pas référencé ZEP, je suis amenée en tant que rééducatrice à mettre en place des actions de prévention à destination des tous petits enfants. Cette année-là, j'ai travaillé avec les enfants de 4 ans en début d'année. Après, je reçois des familles pour parler de ce qu'on a fait ensemble. Au cours de ces rencontres, les familles expriment fortement leur désarroi, leurs difficultés éducatives concernant même les besoins fondamentaux comme le sommeil, le coucher, l'autorité, l'alimentation. Il y a un très fort absentéisme du fait de toutes ces difficultés-là. Il y a aussi des difficultés de langue aussi. Quand j'en parle en réunion avec les partenaires, l'infirmière de PMI, entre autres, me dit de dire à ces familles de venir au centre social parce qu'elle est là pour répondre à ces demandes-là. Mais avant que ces familles prennent un rendez-vous pour aller au centre social pour la rencontrer, il va falloir qu'on trouve autre chose. Il faudrait inventer un lieu passerelle de rencontre pour apprendre à se connaître tous. Peut-être qu'après les gens iront vers les structures. A l'issue de cette année-là, en joignant ces habitudes de travail en réunion au constat sur l'école, est né le projet « On joue ensemble » dans une école maternelle de cinq classes. Par chance, j'interviens dans un préfabriqué qui est dans la cour situé sur le passage des parents. Maintenant, les enfants appellent cet endroit chez Maryse. Depuis cinq ans, tous les jeudis matin de 8h 30 à 9h 30, on se retrouve dans la salle du RASED pour un temps de rencontre/partage autour du jeu. C'est centré autour du jeu, mais il n'y a pas que ça. Il y a toujours un accueil convivial avec le café, le thé, les gâteaux, un temps de jeu, un temps de conte ou de lecture d'histoire et un temps d'échange à la fin. En général, on est cinq ou six dans ce groupe constitué de la rééducatrice du RASED en permanence, deux assistantes sociales, une infirmière de PMI à tour de rôle, une travailleuse familiale TESH, la responsable de la ludothèque et la responsable de la médiathèque

qui vient régulièrement jouer avec les parents, faire connaissance et partager des albums. Ce projet fait complètement partie de la vie de l'école. Il est inscrit dans le projet d'école. Les enseignants sont partie prenante. Depuis cette année, la directrice de l'école a mis sa journée de décharge le jeudi pour être présente dans la rencontre du jeudi matin ou à tour de rôle pour remplacer l'enseignante dans sa classe pour que les enseignantes puissent venir nous rejoindre. C'était une demande très forte des parents l'année dernière. En effet, on fait des bilans réguliers avec les familles et les participants à la fin de chaque période, avant chacune des vacances on prend une rencontre du jeudi où les enfants scolarisés restent dans la classe, où on fait le point avec les parents, qui apportent thé et café, sur ce qui s'est passé, sur ce qu'on prévoit pour la suite et ce qu'on pourrait améliorer. On co-construit. Les parents sont les accueillants. Il n'y a plus de sachants qui viennent dans cette posture-là. Quand les parents arrivent, je me trouve dans le hall avec la psychologue scolaire de l'école. La salle est prête, ouverte. Des partenaires sont déjà là parfois. Les premiers parents vont dans la salle, servent le café. On a déjà installé des gros jeux par terre pour que les enfants jouent pendant que les parents discutent. Les enfants non scolarisés sont accueillis. Puis, je rejoins la salle où il y a déjà des parents. En septembre de cette année, le premier jeudi on était 60, le deuxième 70, le troisième 35 et jeudi dernier 50. L'organisation varie selon le nombre. On se présente au moment du café. On peut faire un petit jeu collectif où on se présente avec le ballon. Ça fait groupe. Des tables de jeu sont installées. Les jeux sont ceux de la salle de rééducation et ceux de la ludothèque dont certains sont utilisés en classe. La fréquentation de la ludothèque est montée en flèche. Petit à petit des parents ont pris des places d'animateurs à la ludothèque. Ils viennent aussi prendre ces places dans « On joue ensemble » et aussi à l'école primaire. Le moment où on range ensemble est le temps du conte. En début d'année, c'est moi qui propose le conte et petit à petit des parents ont osé raconter des histoires. Des mamans ont raconté des histoires d'Algérie ou de Tunisie après avoir demandé à la grand-mère par téléphone. La médiathécaire a trouvé un album en deux langues français et arabe. Je l'ai lu et deux mamans ont accepté de le lire aussi. Ça a tellement bien marché qu'elles ont décidé de le mettre en scène avec des marionnettes qu'elles ont fabriquées. Et ça a encore tellement bien marché qu'elles ont osé le proposer aux autres classes de l'école. En fin d'année, elles ont représenté le conte dans les cinq classes de l'école. Ça a tellement plu que l'année suivante ils étaient huit parents à préparer un conte en différentes langues. Il y avait l'arabe, le turc, le portugais, le swahéli, l'anglais, le tchèque, le français. Quand un enfant voit sa maman intervenir dans sa langue maternelle qui entre à l'école maternelle française, il se passe des choses très fortes au niveau de la place qu'il peut prendre, de la reconnaissance. Cette année, la responsable de la médiathèque a proposé aux parents de travailler le conte avec eux. Pendant ce temps d'accueil, les intervenants sont bien identifiés. Les familles nous connaissent. Pendant le temps de jeu, il y a un partage entre tous. Au début, les papas venaient une fois, deux fois et avaient du mal à prendre leur place surtout qu'il y avait une forte représentation féminine. Depuis deux ans, on a de plus en plus de papas. On en est à 6 ou 7 régulièrement. Un papa dont l'enfant est maintenant au CE1 vient encore prendre le café avec nous le jeudi matin. Dans les accueillants, on a les parents aussi. Dans l'école, il y a une association de parents d'élèves. On a des temps de réunion d'une heure après chaque rencontre. On a toujours un temps d'échange sur un thème d'histoire qui fait écho à des préoccupations de parents comme la séparation, la fratrie, dire non etc. On échange aussi des informations sur ce qui se passe dans la ville, à la ludothèque. Les parents ramènent les enfants dans la classe et rentrent chez eux. Le LAEP est juste à la sortie de l'école que l'infirmière de PMI fait toujours visiter aux parents volontaires en début d'année. Des parents s'y arrêtent avec leurs tout petits. Nous, les accueillants du jour, nous nous réunissons pendant une demi-heure. On termine à 10 heures. Il y a avec nous le responsable identifié qui représente les parents. Donc les parents sont aussi présents à ce temps de bilan de la séance. Au cours de l'année, « On joue ensemble » se déplace une fois à la ludothèque, ce jour-là, les enfants scolarisés restent à l'école, une fois à la médiathèque. En fin d'année dernière, on est allé faire un pique-nique dans le parc à côté avec les parents de « On joue ensemble », les enseignants, les accueillants.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Merci Maryse Charmet.

Virginie Lapalus, conseillère municipale, Meythet Haute-Savoie : Je trouve que c'est un super projet. Je suis de la mairie de Meythet en Haute-Savoie. Avec les élus, on envisage d'intégrer la famille dans le projet d'école. C'est très encourageant. Ça apporte du fruit aux enfants, aux familles de se sentir intégrés, de pouvoir s'exprimer dans sa langue. J'espère qu'on pourra mettre des choses en place dans ce sens-là aussi si vous permettez que l'idée de ce projet se diffuse. Elle sera suggérée aux élus de

ma commune et aux enseignants. Au sujet de la disponibilité des parents, c'est un horaire où les gens travaillent. Se rendent-ils disponibles ce jour-là ? demandent-ils une heure particulière à leur employeur ?

Maryse Charmet, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Education nationale (FNAREN) : « On joue ensemble » est ouvert tous les jeudis à tous. Ils viennent quand ils le souhaitent. C'est le choix qu'on a fait avec les parents. On est passé par plein d'étapes. Je n'aurai pas le temps de tout dire. Ce projet s'est construit en fonction des besoins et des retours de chacun. C'est vrai que c'est sur le temps scolaire. Un certain nombre de parents ne peuvent pas être là. Si on était 70 et 60, je pense que la rentrée scolaire y est pour quelque chose. On avait prévu de démarrer début octobre. En septembre, on ne fait que servir le café dans le hall ou la cour de l'école. Il y a eu une très forte demande à la rentrée pour que les rencontres démarrent tout de suite. Des parents nous disaient qu'ils étaient en congés et voulaient participer. Des enfants ne peuvent pas venir. Les enseignantes ont prévu, après les vacances de Toussaint, de mettre toutes les classes en jeu un jeudi. Ce sera l'école autour du jeu. La singularité de ce projet est qu'il est dans l'école, qu'il vient de l'école, qu'il se fait avec les enfants. La co-éducation naît dans l'action, dans le faire ensemble. On fait avec et pas pour, pas face à face. Pour les familles les plus éloignées de l'école, c'est dans la proximité, en agissant ensemble qu'on arrive à construire ensemble, à se connaître, à faire tomber les barrières. Pour la diffusion, il n'y a pas de souci. On a déjà beaucoup communiqué sur ce dispositif. Il a été mis en place à Saint-Etienne, ailleurs dans l'Isère. Au cours du congrès à Echirrolles l'année dernière, on a fait un atelier sur ce sujet. Énormément de personnes ont pris l'idée et voudraient le mettre en place. On peut moduler en fonction du terrain.

Geneviève Balichard, Francas de l'Allier : Vous n'avez pas évoqué la présence d'animateurs, le lien avec le périscolaire. Pouvez-vous nous en dire plus ? Auraient-ils leur place ?

Maryse Charmet, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Education nationale (FNAREN) : A l'origine du projet, il y avait la directrice du centre aéré de la ville, la responsable jeunesse du centre social. Mais à Pontcharra, le centre social a déposé le bilan en juin. C'est pour cela que je ne l'ai pas citée parce qu'elle n'est plus revenue. Mais, elle était partie prenante. C'est elle qui a mis en place les rythmes l'année dernière. Elle était coordinatrice. Mais la situation économique est catastrophique et le centre social dépose le bilan. C'est fort. Oui, ils ont tout à fait leur place.

Fabrice Archimbaud, service jeunesse de la ville de Mably, Loire : Je m'interroge sur la pérennité d'un tel projet. Dans la mesure où des travailleurs sociaux sont partie prenante, cela ne pose-t-il pas un problème ?

Maryse Charmet, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Education nationale (FNAREN) : C'est une question qu'on a posée au départ. Pour que les travailleurs sociaux soient partie prenante, il faut que leurs chefs de service et leurs instances soient partie prenante aussi. Ça fait bouger les marques. Au départ du projet, des chefs de service du conseil général, des assistantes sociales, des inspecteurs de l'éducation nationale, des responsables ADMR ont dit oui on y va. A l'issue de la première année, ma question a été de savoir comment pérenniser ces projets et qu'ils ne soient pas attachés à des personnes. La responsable du territoire au conseil général qui soutient le projet a présenté « On joue ensemble » dans le cadre du développement social local. Elle a réussi à avoir un budget. On a eu trois demi-journées de formation/réflexion sur le projet pour le structurer davantage avec quelqu'un de passionnant, Monsieur Rigaldiès. Ça nous a soudés. On a installé un comité de pilotage avec les instances responsables, un comité plus technique des acteurs qui se réunit régulièrement pour faire le bilan. Des réunions du comité de pilotage réunissent nos responsables et les acteurs deux fois par an. Tout le monde est encore partie prenante. J'en ai parlé ce matin, ces choses ne sont pas encore institutionnalisées au niveau de l'Education nationale, des partenariats. Les petits ruisseaux feront peut-être les grandes rivières.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Je vais passer la parole à Bruno Jarry qui est directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux. Il intervient sur les temps périscolaires et extrascolaires. Il évoquera les réponses possibles

aux problématiques de discontinuité éducative, de décrochage, de pertes de repères, d'isolement des jeunes et de leur famille.

Bruno Jarry, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM) : Bonjour. Merci pour cette première intervention où on voit que le jeu est à la fois valeur de rencontre, de dialogue, d'échange et qu'une cohérence se construit avec les parents. Je vais intervenir dans un autre cadre. Je suis directeur d'une association à Issy-les-Moulineaux, le CLAVIM, culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux. J'ai fait le choix de parler de vignettes sur la manière dont les parents peuvent être partie prenante de l'élaboration de dispositifs soit en consultation, concertation, coproduction. J'ai fait le choix d'avoir quelques éclairages. Je vais laisser de côté ce qui pourrait tourner autour des modes de coopération des parents dans les accueils de loisirs, dans les séjours de vacances ou dans les maisons de quartier pour me centrer sur les éléments que nous avons créés à partir des indices faibles, c'est-à-dire les paroles que nous pouvons entendre qui sont quelquefois comme des micro-signes et qui, d'une certaine manière, peuvent révéler des véritables besoins. Au programme de cette intervention, je vais rappeler deux lignes sur Issy-les-Moulineaux pour vous situer le contexte, deux lignes sur le CLAVIM, en quoi nous pouvons considérer la co-éducation comme un principe d'action dans le cadre de l'organisation d'initiatives et de manifestations, de quelle manière les parents peuvent être au cœur du dispositif de jeunesse. Doivent-ils l'être ? Peuvent-ils l'être ? Comment et sous quelles modalités ? Comment considérer la co-éducation dans le cadre de dispositifs de parentalité ? Enfin, la co-éducation ne serait-elle pas d'une certaine manière un modèle d'action pour nous permettre de penser notre devenir démocratique ? Issy-les-Moulineaux est une ville particulière. Elle est relativement riche. Elle est dans le triangle d'or du numérique. Elle vient d'une ville ouvrière après-guerre qui s'est progressivement restructurée avec André Santini comme maire pendant près de 30 ans. Ça n'est pas neutre qu'un maire reste 30 ans dans un territoire parce que ça permet de penser une politique publique locale dans une certaine durée, une certaine permanence. On sait le temps nécessaire pour construire une école, quelquefois ça prend un mandat. Quand on a 30 ans le même homme politique, il y a la fois des avantages et des inconvénients. Je vous les laisse. Il y a 66 000 habitants. Il y a plus de personnes qui travaillent en ville qu'il n'y a d'habitants. Cela veut dire une véritable activité de croissance économique et une richesse du territoire, même si aujourd'hui la richesse est portée par la communauté d'agglomération. Un taux de chômage 6,38% fin juin 2014. Il est possible de penser une politique de jeunesse et de famille dans des territoires qui semblent beaucoup plus protégés par rapport à des activités de nature économique. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des problèmes aussi de parentalité de jeunesse dans ces territoires même s'ils ne sont pas les mêmes. C'est une ville en forte transformation urbanistique, marquée par une société de la connaissance. Nos entreprises pilotes sont Microsoft siège Europe, Coca Cola, Cisco. La ville porte une véritable image d'innovation numérique, ce qui n'est pas neutre dans la mise en œuvre d'une offre publique. Sociologie des familles, en région parisienne un couple sur deux se sépare. Une mixité sociale de populations issues des quartiers de Boulogne-Billancourt chez Renault et aujourd'hui des Bo-bo, bourgeois nomades venant de Paris, cadres supérieurs, trois enfants, haut niveau de vie. Il faut dans un territoire pouvoir mettre en œuvre des réponses qui construisent une harmonie et une logique co-éducative. Le CLAVIM intervient sur les questions liées aux animations, aux pratiques culturelles et artistiques, aux dispositifs de prévention et de sécurité, au soutien à la parentalité. Le choix associatif a été pensé par André Santini il y a une trentaine d'années. Pour donner quelques chiffres, nous sommes aujourd'hui 200 équivalents temps plein pour un budget de 10 millions d'euros pour une ville de 66 000 habitants. Cela pourrait donner 24 accueils de loisirs, 7 maisons de quartier, 4 structures spécialisées, une sur la musique, une sur le théâtre, une sur la famille dont je parlerai et une sur les activités de danse. Nous portons aussi le dispositif prévention sécurité, c'est-à-dire que j'ai en charge les questions de sécurité publique. Il est assez exceptionnel dans les politiques locales de voir les questions de sécurité adossées aux questions éducatives. A Issy-les-Moulineaux, la question de sécurité est une question éducative. A Issy-les-Moulineaux, il n'y a pas de police municipale, pas de vidéo-protection dans les rues. Et nous assumons le fait que pour une ville de plus de 50 000 habitants nous n'avons pas de conseil de droits et de devoirs des familles. La couleur politique est de droite. Le budget dédié à la jeunesse est quasiment les deux tiers du budget de la ville. C'est le choix dans d'autres villes d'affecter des policiers municipaux. Parfois, plus il y a de policiers municipaux, moins il y a d'animateurs. La co-éducation est un processus dynamique et pragmatique de co-réflexion. Il ne peut pas y avoir de co-éducation sans élaboration concertée commune. Quelquefois avant de faire ensemble, on peut penser ensemble de quelle manière on met en place les espaces de co-construction, de coopération et de coproduction qui invitent l'ensemble des jeunes. Les professionnels et les institutions peuvent devenir

partie prenante des initiatives envisagées. Deuxième élément, la co-éducation est un appel pas seulement incantatoire sur la question de la confiance mutuelle qui se met en action loin du repli, loin de l'isolement social et d'une forme de régression autoritaire. Enfin, la co-éducation a à voir avec un ensemble de valeurs fédérées autour d'une fraternité et d'une solidarité renouvelées dans un processus éducatif. Pour cela, nous avons en 1996 créé une structure qui s'appelle « L'espace jeunes » qui était à la fois une permanence d'accueil, d'information et d'orientation, un dispositif bureau d'information jeunesse, espace jeune de niveau 3 et qui créait le premier cyber-emploi en France puisque le maire revenait d'un voyage aux Etats-Unis. Il est intéressant de vous dire, dans le cadre de l'espace jeunes, comment les parents peuvent être associés aux dispositifs des jeunes. Je ne suis pas en train de dire que les parents doivent nécessairement l'être. Il doit y avoir une liberté pour que le parent puisse être associé à telle ou telle dynamique. J'ai choisi de focaliser sur l'espace jeunes. Je ne reviens pas sur le fait que c'est l'aide aux projets, les loisirs, les vacances, la formation, l'aide scolaire, les bourses de l'aventure, l'accompagnement au job etc. Je voulais focaliser sur deux actions. Pour ce qu'on appelle ailleurs le dispositif de gestion des exclusions, on est loin d'une perspective éducative, on a mis en œuvre un dispositif d'accompagnement à la sanction scolaire qui vise à coproduire des éléments de réponse à des situations problématiques au sein des établissements scolaires. Nous le faisons depuis plusieurs années. Quand il y a un conseil de discipline problématique pour un comportement d'un enfant dans un collège ou un lycée, il y a une rencontre avec ses parents et le principal. Nous nous sommes adossés aux côtés du collège et du lycée pour accueillir cet adolescent et mettre en œuvre un accompagnement. Nous avons retenu le processus d'accueil de l'adolescent et de sa famille. Nous intervenons sur la groupalité familiale. Un animateur responsable accueille le père, la mère et l'enfant. On commence à évoquer avec eux ce qui s'est passé. On écoute chacun, y compris l'Education nationale. On séquence l'entretien en deux puisque le jeune va avoir un autre accompagnement éducatif avec un autre interlocuteur, un animateur. Le responsable va rester avec la famille et va demander l'air de rien comment ça se passe à la maison. Pendant le dispositif d'accompagnement à la sanction scolaire, on va travailler avec l'adolescent sur ce qui s'est passé et sur le processus de réparation qu'il peut mettre en œuvre. Pour qu'il y ait sanction, pour qu'il y ait adresse à un sujet, cet adolescent en devenir, il doit, pour l'acte qu'il a commis et pour lequel il a été sanctionné, réfléchir à des modalités de réparation. Il ne s'agit pas d'une injonction, mais comment construire, élaborer. Parallèlement, on écoute les parents sur leur propre souffrance parentale. Les parents sont accompagnés soit dans le cadre de l'espace jeune, soit dans l'espace parents/enfants dédié à l'accompagnement à la parentalité. Dans les quatre collèges et les deux lycées, nous suivons une cinquantaine d'enfants chaque année sur ces questions d'exclusion. Nous sommes à 95% de jeunes qui ne répètent pas les mêmes actes. Qui dit co-éducation dit aussi un regard de l'Education nationale. Le regard c'est que, lorsque l'enfant va revenir dans son établissement scolaire, il ne se retrouve pas de nouveau avec le principal ou le prof avec qui il y a eu un conflit. Il faut que la capacité de réparation soit harmonieuse pour rendre du dialogue de sujet à sujet. Sans ce dialogue, il est difficile de mettre en œuvre des processus de co-éducation. Je souhaitais aussi vous parler d'un dispositif mis en œuvre avec nos collègues de l'Education nationale qui est le livret de socle commun de connaissances et de compétences. On a mis en œuvre la valorisation des enfants par les activités extérieures au temps de l'école. Cela permet aux enfants d'avoir une attestation qui prend en compte des compétences. Au-delà du triptyque savoir / savoir-être / savoir-faire dont on définit souvent une compétence, j'aime bien une autre définition de Guy Le Boterf qui est « savoir agir dans un contexte particulier ». En effet, la compétence se révèle dans un contexte, dans les activités de loisirs, de séjour de vacances, de sport et de culture. Il y a des capacités à savoir agir qu'on met en œuvre. Donc il y a une démarche pour attester de ces savoirs agir dans des contextes particuliers qui viennent nourrir le regard que l'on porte sur certains adolescents au sein des collèges et qui viennent participer à l'obtention du brevet. Dans le cas de cette expérimentation qui date de 4 ans, les parents ont été associés à la co-construction. L'attestation est signée par le jeune, par l'animateur, par le référent de la structure éducative, sportive ou culturelle, par les parents quelle que soit la sociologie familiale et par le porteur du dispositif qui est actuellement le CLAVIM. Aujourd'hui, pour les 4 collèges, un jeune sur dix entre 11 et 15 ans participe à cette aventure. J'ai la grande chance de vous montrer dans le film qu'on verra peut-être à l'issue de la présentation que les enfants nous disent avec une puissance inégalée que ces éléments leur apportent un regard tiers sur ce qu'ils sont capables de faire et renouvellent la capacité d'avoir confiance dans leurs capacités. Pour apprendre, il faut un minimum de confiance en soi. Quand on n'a pas confiance en soi, quand les adultes n'ont pas confiance en l'adolescent qui est en face d'eux, il y a déjà une problématique sur la possibilité de réussir son parcours. Je vais passer à l'Après. C'est une création de type maison verte Françoise Dolto. C'est un lieu d'accueil et de d'écoute. Je vais aller assez

vite parce que Maryse nous a parlé d'un autre lieu parents/enfants animé par un autre dispositif. Chez nous, ce n'est que des psychanalystes. J'ai réduit l'approche doltoïenne en prenant une autre expérience de l'IRD de Paris, on avait déjà des espaces ludiques et des lieux, pour mettre en œuvre des lieux où les parents et les enfants peuvent déposer leurs préoccupations du quotidien. Je suis venu à l'Aparté parce que j'ai écouté les directeurs d'école. Un jour, j'ai fait une action de co-éducation dans une école maternelle et j'ai eu le malheur de mettre un cartable sur le flyer. La directrice de l'école m'a dit surtout pas de cartable quand on vient à l'école maternelle. Je me suis dit qu'il était intéressant d'avoir des lieux tiers où les parents peuvent rencontrer des accueillants qui sont des psychanalystes qui ne se prétendent pas psychanalystes parce que c'est une pratique un peu particulière, mais qui co-construisent, tricotent, mettent en œuvre des éléments de réponse à des questions comme la mort d'un enfant, le sommeil, l'entrée à l'école maternelle etc. Ce dispositif d'Aparté est copartagé avec les partenaires que sont l'Education nationale et les accueils de loisirs. C'est une alliance au service des parents. En effet, comme le disait Maryse, il n'y a pas de parole sachante, il n'y a que des paroles qui se mettent en mouvement. On dit souvent que les parents ne viennent pas. Ce n'est pas vrai. Les parents viennent s'ils peuvent avoir des espaces qui ne sont pas des espaces d'incantation, de normalisation et de jugement. Si vous donnez du temps au temps, les gens viennent. Il y a aussi des dispositifs de prévention prévenante. Il y a la bienveillance, la maltraitance et la prévenance. J'avais observé qu'il n'y avait pas dans la ville de lieux de parents en tant que parents. L'espace parents/enfants est une création qui a 15 ans. Quand je l'ai évoqué au début, le maire y était moyennement favorable. Mais j'avais par mes pratiques en insertion professionnelle vu que beaucoup d'insertions professionnelles étaient balayées par les parents. Quand un enfant voulait faire un apprentissage dans le bâtiment, les parents répondaient surtout pas de bâtiment, tu ne vas pas faire la même chose, je veux te voir dans un bureau. Je me suis dit qu'il fallait des lieux tiers pour que les parents puissent réfléchir et échanger. L'espace parents/enfants s'apparente au REAAP (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents) qui propose un lieu d'accueil, d'écoute avec la prise en compte de la groupalité familiale. On accueille les parents et les enfants. Ce lieu est transgénérationnel. Nous accueillons les tout petits, les ados, les jeunes adultes, les parents et les grands-parents. Un groupe de parole se réunit sans thème une fois par mois pendant neuf mois avec possibilité d'entrée et de sortie tous les trois mois. C'est extrêmement riche en matière de co-construction de réseau de solidarité. Par exemple, des familles viennent parler des difficultés qu'elles rencontrent et ça produit du réseau de voisinage. Ça produit une manière d'écouter l'autre sans jugement. Nos deux animateurs sont des pys qui interviennent pour éviter des modalités d'épanchement. Nous mettons en œuvre une multitude d'ateliers pour les parents. Je retiens celui sur la communication. Il permet aux parents de découvrir avec des approches ludiques la manière de mieux communiquer avec son adolescent. Au lieu d'exploser tout de suite, c'est comment leur permettre de donner des messages plus optimistes, plus ouverts, plus hospitaliers. La démarche de l'école des Epinettes, c'est des parents d'élèves qui saisissent la directrice d'école pour faire quelque chose sur l'attention, car il semblerait que les élèves aient moins d'attention qu'avant. Co-construction avec les parents d'élèves, les représentants de l'espace parents/enfants. Les parents demandent ce qu'ils vont faire de leurs enfants s'ils participent à une conférence. Le CLAVIM anime à la fois les accueils de loisirs et l'espace parents/enfants. On a fait travailler en parallèle les enfants avec une journaliste sur la question de l'attention. On a fait un temps de partage. Il y avait un temps de rencontre, de répartition des enfants avec les animateurs de loisirs, les parents avec une conférence avec un neurologue et un psychanalyste qui n'ont pas le même regard sur la question de l'attention, après un temps d'échange, de rencontre avec un forum et un moment convivial pour créer des liens. Je voulais vous faire un clin d'œil. Je ne pense pas que sur la question de l'étayage de la parentalité il n'y a que la perspective du social. Il est très important de ne pas oublier la culture. Allez voir le spectacle de Catherine Dolto sur la même avec Emma la clown qui met en œuvre des éléments de détente à travers des dynamiques culturelles évidemment. J'ai aussi mis en œuvre un spectacle pour les jeunes mamans avec un théâtre interactif à partir d'une pratique. Vous avez vu un lieu pour les jeunes en 96, une maison verte, l'espace parents/enfants.

Depuis 3 ou 4 ans, j'étais un peu sous cloche pour penser à un projet. Le maire m'avait dit que les parents, les jeunes c'était bien, mais qu'aujourd'hui les gens se croisent dans les villes mais ne se rencontrent plus. Nous avons essayé de penser à un lieu multigénérationnel avec la question de l'écoute et de l'apport en connaissances. Dans l'hôtel de ville qui est un ancien commissariat sur l'extrême, nous avons récupéré la totalité de la surface, remis en œuvre un projet architectural pour penser à l'intérieur un lieu pour toutes les générations. J'étais très attentif à la question des naissances. C'est à peine deux jours et on lâche les mamans dans la cité avec des baby blues particulièrement importants même s'il y a le congé paternité. On a travaillé avec Caroline Eliacheff sur la création d'une

unité parents/bébé. On a mis en œuvre une halte-garderie dans le même établissement, l'Aparté. Pour les ados, on a accueilli un centre d'accueil de soins pour adolescents sur la question de la groupalité adolescente avec des réflexions sur la littérature. On a créé avec Patrice Huerre qui est un bon confrère sur la question du jeu et du numérique un institut du virtuel. Nous avons aussi mis en œuvre une dynamique de la société civile. Nous en sommes là aujourd'hui. Dans ce lieu qui s'appelle espace Andrée-Chedid nous avons créé 14 accueils de permanence familiale avec la question de l'adoption, enfance famille adoption, de la précocité, du handicap, de la prise en compte de la maladie psychique, de l'interculturel avec l'ASTI. Sur ces questions qui sont au bord de la famille, nous mettons en œuvre des modalités de permanence. Ce n'est pas très novateur. Ce qui va l'être sera de mettre en œuvre un conseil des partenaires dans cette même structure, de quelle manière on peut penser une offre mutualisée concertée sans qu'elle soit uniforme, c'est ce qui est très inventif. Je n'oublie pas nos collègues du conseil général des Hauts-de-Seine puisqu'il y a une permanence de l'aide sociale à l'enfance ce qui n'est pas neutre par rapport à ce que vit aujourd'hui la protection de l'enfance. Il y a aussi un conseil des parents de tous les utilisateurs de cette structure, à la fois des tout petits, des ados, des familles pour faire en sorte que la parentalité soit réévoquée dans une perspective de parents au sein de l'espace Andrée-Chedid. Nous avons aussi un conseil scientifique de cette structure avec Caroline Eliacheff, Serge Tisseron et d'autres. Andrée-Chedid c'était pour moi aussi l'occasion d'évoquer le dialogue entre l'Orient et l'Occident. Mais toutes ces approches qui sont comme des vignettes sociales ne peuvent pas exister si elles ne reposent pas sur un paradigme éducatif. Qui dit co-éducation dit qu'on partage ensemble des valeurs.

Dans cette perspective, voici quelques axiomes avec lesquels nous travaillons.

De quelle manière la posture éducative est-elle singulière, sur-mesure, évolutive. Cela veut dire de quelle manière on ne fixe pas l'enfant bébé, l'enfant ado ou les parents dans des représentations qui les normaliseraient et que nous n'aurions pas la possibilité d'être étonnés pas leur nouvelle manière d'intervenir et de nous questionner avec l'affirmation d'une qualité relationnelle, d'une qualité de lien et de contenance, notamment dans les périodes troublées ? Vous connaissez tous des périodes troublées, vous qui vous occupez des enfants, des ados et des familles. Comment tenir le lien quand il est en situation de rupture ? Si on lâche les familles au moment où elles sont en train de tout casser, on renforce les processus de ségrégation et de relégation.

De quelle manière met-on en œuvre une continuité éducative ? Cela ne veut pas dire homogénéité éducative. Cela veut dire qu'on pense un parcours autour des valeurs de l'autonomie et du faire ensemble.

La recherche systématique de l'adhésion. On peut avoir des gens qui viennent convoqués par d'autres pour vous rencontrer. Qu'est-ce qu'on fait ? Je ne veux pas travailler sur l'attente de la demande. Des demandes ont besoin de temps avant d'être formulables.

Le travail en réseau, car on ne travaille jamais tout seul. J'ai évoqué trop rapidement le travail avec l'autre, les associations, les collectivités territoriales.

Sur la perspective, quand j'ai rencontré le maire d'Issy-les-Moulineaux, j'ai immédiatement compris qu'il n'était pas dans la sociologie bourdieusienne, c'est à dire qu'on va travailler sur des groupes. On est dans un autre modèle sociologique qui fait aussi du social et qui est la sociologie de l'action. On part des individus pour agréger et mettre en œuvre du lien social. Je pense que la co-éducation vient ré-enchanter la citoyenneté quelquefois bien abusée, quelquefois bien lascive, quelquefois désabusée. Peut-être que le penser ensemble nous permettra d'inviter à agir et faire ensemble dans une logique plus conviviale, plus solidaire et plus fraternelle. Peut-être aussi que penser les approches globales et transversales ne doit pas empêcher les approches expertes et segmentées. En France, c'est toujours fais ceci mais pas cela. L'approche globale ne doit pas empêcher des approches d'expertise et des approches disciplinaires. Elles doivent être pensées. Ça ne veut pas dire penser ensemble le maillage social, c'est-à-dire qu'on aurait des réponses et qu'on aurait bloqué tous les trous. Le troisième élément est la démarche d'acteur libre et co-auteur. On ne peut pas avoir de co-éducation si on n'a pas un minimum d'imagination que l'autre est un sujet qui est co-acteur, co-constructeur, co-élaborateur quels que soient les éléments. Cela veut dire qu'il faut avec force réaffirmer la place des conflits comme constitutifs d'une véritable citoyenneté. Il n'y a pas de citoyenneté s'il n'y a pas de conflits. Tous penser la même chose est un peu compliqué. Dernier élément, comment pense-t-on les familles dans un modèle de respect et d'actions ? Respect par rapport à tout ce qu'ils viennent nous délivrer, tout ce qu'ils nous disent de leurs souffrances, de leurs préoccupations du quotidien. Je pense véritablement que la co-éducation est une utopie qui vient reposer la question de l'intervention de la question du social avec une place plus respectueuse des publics. Probablement qu'une citoyenneté vécue avec une approche vivante et mobilisée peut, j'ai beaucoup d'espoir, faire que nous puissions grandir ensemble

en humanité. On a fait un vendredi des pères pour les rencontrer. En effet, les pères ont une autre construction de la groupalité que les femmes par rapport notamment aux luttes menées par les femmes. Un père cadre dit qu'il ne peut pas poser des limites à son enfant après une journée épuisante de travail. Il y a des problématiques dans tous les types de population à postuler les parentalités et à mettre en œuvre des éléments. Appeler un équipement Andrée-Chedid, c'est rendre hommage à la poésie, rendre hommage à cette femme extraordinaire qui ne cesse de raconter dans ses livres et ses nouvelles et ses poésies l'histoire de son arrière-grand-mère, de sa grand-mère, de son fils Louis, de son petit-fils Mathieu dont la grand-mère a écrit la chanson de « Je dis M ». Je voudrais finir mon intervention sur un poème « L'autre » qui est de l'ordre de notre travail éducatif.

*Mon autre
Mon semblable
En cette chair
Qui nous compose
En ce cœur
Qui se démène
En ce sang
Qui cavalcade
En ce complot
Du temps
En cette mort
Qui nous guette
En cette fraternité
De nos fugaces vies
Mon semblable
Mon autre
Là où tu es
Je suis.*

Merci.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Merci Bruno Jarry pour la richesse des expériences et la passion avec laquelle vous nous les présentez. Je vais prendre une ou deux questions avant de passer la parole à Bernard Tranchand.

Jennie Chairat, direction sport et jeunesse de la ville de Montauban : J'ai une question sur la formation des animateurs de votre espace jeune.

Bruno Jarry, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM) : Il y a des étudiants reconvertis. Le CLAVIM dure depuis 30 ans. On fait des formations au BAFA depuis 30 ans avec un organisme. Des jeunes qui étaient étudiants faisaient des expériences chez nous en centre de vacances. On a la chance de produire nous-mêmes nos centres de vacances. Il n'y a plus beaucoup de structures qui produisent elles-mêmes leurs centres de vacances et qui mettent leurs animateurs en situation. Le responsable de l'espace jeune a un master en information scientifique. Il a dix ans d'expérience de formation dans l'animation. Des gens ont des BEA-TEC ou des DUT carrières sociales. Au CLAVIM, j'ai un plan de formation qui fait que les gens restent chez nous. En effet, on valorise la VAE, le CIF, le DIF. Je suis très fier que des gens venus sans bac réussissent à être en fac avec un bac + 4. Quand on dit aux parents qu'on a une intention positive à l'égard des personnes si on ne l'a pas dans une fonction de management, c'est un catastrophe parce qu'on dit quelque chose qu'on ne fait pas. Il y a aussi des moments compliqués. Je valorise fortement la formation continue. On fait venir des gens comme Frédéric Jésus, Laurent Ott, Marc Pot, Philippe Jamet qui nous apportent des éléments sur nos pratiques. Beaucoup de dispositifs sont nécessairement appareillés à l'université. Le dispositif d'accompagnement à la sanction scolaire est appareillé aux travaux d'Eirick Prairat sur la question de ce qu'est une sanction dans l'Education nationale. J'avais appareillé la question de l'espace parents/enfants avec le laboratoire de Nanterre « Famille et changement que met-on en œuvre ? » ou avec Daniel Gayet qui avait beaucoup travaillé sur les questions d'éducation familiale. Le grand déficit du socle c'est que nous n'avons pas pu être appareillés. En France, on a la chance d'avoir des chercheurs extraordinaires. Et ça n'arrive pas à perfermer ni dans le

milieu de l'éducation populaire ni dans celui de l'Education nationale. À la fac de Paris V de Nanterre, des gens ont découvert comment faire pour aider les jeunes dans le raisonnement logique, comment mettre en œuvre des éléments pour faire le récit de vie. Quand je me suis occupé de jeunes en difficulté, ils arrivaient à 16 ans de l'école. Quand je leur demandais ce qu'ils aimaient faire, ils répondaient qu'ils étaient nuls. On ne peut pas accepter qu'un enfant de 16 ans puisse avoir comme seul discours sur son identité un tel jugement de valeur. On ne peut regarder l'autre et penser que l'autre que si on pense qu'on peut tous s'élever ensemble. L'enjeu de l'éducation et de la co-éducation est là : comment on se pense ensemble des vrais sujets.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Je vais passer la parole à Bernard Tranchand qui est administrateur de l'UNAF avec une longue carrière dans les maisons familiales rurales. Il va nous présenter une démarche de co-éducation dans le domaine de l'apprentissage.

Bernard Tranchand, administrateur de l'union nationale des associations familiales et président de l'union départementale des associations familiales de l'Isère (UDAF38) : Je ne serai pas aussi conceptuel que vous venez de l'être. Mais je vais faire témoignage de récit de vie sur ce sujet. J'ai fait toute ma carrière dans les maisons familiales rurales en tant que formateur dans un premier temps, directeur d'établissement pendant une dizaine d'années, puis directeur départemental dans le département de l'Isère jusqu'en 85. Depuis, j'ai fait valoir mes droits à la retraite. Je suis toujours surpris quand je participe à des conférences qu'on ne cite pas l'expérience des maisons familiales. C'est un système né en 1937. Je suis surpris aussi que, quand on parle d'apprentissage, on fait référence à l'Allemagne et pas à la France. En 1937, quatre agriculteurs du Lot-et-Garonne constatent que, lorsque leurs enfants vont au lycée agricole du coin, ils quittent l'agriculture, le milieu rural et ceux qui ne le font pas ne se forment pas. Ils se disent que ça ne peut pas continuer. Je fais ce brin d'histoire pour donner le sens. Ces agriculteurs sont aussi des syndicalistes professionnels agricoles du pays du pruneau d'Agen se disent qu'il n'est pas possible d'avoir dans les exploitations des gens pas formés. Les maisons familiales au départ ne sont pas un système d'Etat, mais un système associatif. Ce sont des parents qui décident de prendre en charge la formation professionnelle de leurs enfants. Les maisons familiales sont toujours gérées par une association de parents d'élèves auxquels on associe les entreprises de façon très contrôlée. En effet, c'est un système qui fonctionne sur l'alternance. Les jeunes ont une formation qui alterne des temps de présence à l'école et dans l'entreprise. Au départ, c'était les parents qui avaient dans leurs exploitations leurs enfants. Avec l'évolution, avec l'exode rural, avec la nécessité de former à d'autres métiers que seulement les métiers agricoles, les maisons familiales ont introduit dans le conseil d'administration de gestion des établissements des chefs d'entreprise en limitant statutairement la place des entreprises à moins de 50% pour ne pas être des écoles professionnelles, mais des écoles gérées par les familles. Ça n'a l'air de rien, mais c'était une volonté forte des parents. Et ça rejoint le débat que nous avons ce matin. Certes, il y a nécessité de développer des compétences, mais il est plus important de former globalement des individus, des citoyens à être en capacité de traverser la vie et de s'adapter aux évolutions qui vont avoir lieu dans le monde qui les entoure. En 1937, ils étaient quatre agriculteurs. Ce n'est pas énorme. Cela montre qu'il ne faut pas toujours voir l'initiative, la créativité avec des dimensions énormes. Ils sont allés voir le curé du coin parce qu'en 1937 dans un village il y avait l'instituteur et le curé. Ils lui ont demandé comment faire. Celui-ci leur a répondu qu'il fallait inscrire les jeunes aux cours par correspondance de Purpan, école d'ingénieurs qui existe toujours et de lui envoyer les jeunes à la cure pour s'en occuper. Au départ le système d'alternance n'était pas structuré. Puis il s'est organisé. Vous avez parlé du récit de vie. C'est aussi une des bases de notre pédagogie. En général, le jeune fait une semaine dans la maison familiale et 15 jours dans l'entreprise. A chaque fois que le jeune part dans l'entreprise, il a une étude à réaliser. C'est un plan d'étude. Aujourd'hui les formations dans les maisons familiales vont du CAP à la licence professionnelle et de l'agriculture à l'aéronautique. Quand on envoie un jeune dans une entreprise, de la plus petite classe c'est-à-dire les 4^e technologiques aux licences professionnelles, il a un plan d'étude. C'est un rapport d'étonnement. Par exemple, un jeune part dans une entreprise agricole au mois d'octobre. Il y aura la préparation des sols pour les semis du blé. On demande au jeune d'observer comment l'exploitation dans laquelle il se trouve a géré le problème de la fumure, des travaux du sol du semis etc. Quand le jeune revient dans l'établissement, il revient avec un récit de vie de ce qu'il a vécu pendant 15 jours sur cette problématique-là. Cela permet au jeune d'avoir un outil de communication et de rencontre de l'autre. C'est aussi une façon de valoriser ce qui se passe dans l'entreprise. C'est aussi une façon d'impliquer autour du jeune dans un axe de formation plusieurs adultes, ses parents, le

chef d'entreprise. N'importe quel professionnel digne de ce nom est tout à fait fier, passionné de transmettre à un plus jeune ses connaissances et sa passion pour un métier. Dans ce transfert, ce partage, de confiance parce quand on reçoit un jeune dans une entreprise, ça veut dire qu'on lui fait confiance, je pense que les apprentissages sont très liés à la qualité de la relation entre les individus. Cette relation est source de déblocage notamment chez les jeunes qu'on reçoit en 4^e, 3^e qui disent souvent qu'ils ne valent rien. Notre première mission avec eux est de trouver les outils, trouver la posture qui leur permettra de prouver qu'ils valent quelque chose, qu'ils ont des choses à dire et à apporter à la société. Il est nécessaire de ne pas être seul. Si on est seulement dans son rôle d'enseignant, il est très dur de débloquer cette situation. Or quand on partage la co-éducation avec la famille avec laquelle on aura travaillé, avec l'entreprise, on crée des conditions d'une multiplicité d'acteurs autour du jeune qui vont permettre d'éviter des blocages psychologiques. On a une politique d'implication des parents. Quand on reçoit une famille, pour les 4^e, 3^e qui dit que son fils ne veut plus aller à l'école, on a un temps d'écoute. On n'inscrit pas un jeune dans une formation par alternance comme ça. On a un temps d'écoute long, congruent avec de la bienfaisance envers les gens. Ils ont besoin de venir déposer une crainte très forte sur l'avenir de leur enfant. Ils sont dans une situation d'échec. Ils se remettent en cause. Il y a besoin de ce temps au moment de l'inscription pour resituer le rôle des uns et des autres et pour essayer de faire exprimer au jeune ses attentes. Pendant ce temps très important, on rappelle aux parents, c'est partagé par l'ensemble des associations familiales en dehors des maisons familiales rurales, qu'ils sont pour nous les premiers acteurs de l'éducation. Ce n'est pas l'école, c'est eux en tant que parents qui sont les premiers acteurs de l'éducation. Quel est le parent qui n'a pas un minimum d'ambition pour son enfant ? Tout parent a une certaine vision, volonté du développement et de l'épanouissement de son enfant. On construit avec les parents dès l'inscription ce qu'on va faire ensemble. Cela se traduit par des choses très concrètes. On est dans un système d'alternance. La première question des parents est, comme il veut faire un métier, plombier, vous avez bien une entreprise qui va me le prendre. Notre réaction est de dire non. On demande s'ils n'ont pas dans leurs relations un plombier à proximité. On essaye par des actes très concrets d'impliquer la famille dans la responsabilité de recherche de l'entreprise. Certes on a un réseau, certes on va les aider dans cet accompagnement. Mais c'est trop facile. Si on dit qu'on met le jeune chez untel, dans les deux semaines, vous avez un retour des parents qui nous disent qu'il est exploité. Si c'est la famille qui recherche, il se crée une relation d'homme à homme entre la famille et l'entreprise. C'est un système de responsabilité permanente. Les maisons familiales sont présentes dans 40 pays du monde. Elles sont beaucoup présentes en Afrique même si on constate qu'aujourd'hui l'Afrique est très déstabilisée et qu'elles ont de la difficulté à fonctionner. Elles sont beaucoup présentes en Amérique latine et en Amérique centrale, en Indonésie. Je les ai accompagnées dans leur développement au Brésil. Dans ces pays-là, elles démarrent dans des endroits où les États ne sont pas en capacité à assurer leur rôle régalién de l'éducation. Au Brésil, en plein cœur de l'Amazonie, les paysans vivent de la cueillette et de la pêche et l'État brésilien n'arrive pas à maintenir des professeurs dans la zone amazonienne parce que quand vous avez fait vos études à Brasilia vous n'allez pas à 16 heures de bateau de la capitale. Les paysans nous disent qu'ils ont l'école du mercredi, que les profs ne viennent pas. Dans ces lieux-là, les familles se responsabilisent et mettent en place des systèmes de formation qui permet aux jeunes d'espérer vivre au pays dans une formation agricole pour avoir leur propre économie. La place des parents est importante. Dans le contenu de la formation, nous organisons des comités de pilotage qui mettent en place le plan de formation. Quand un jeune va chez un mécanicien, on commence par le mettre sur les pneumatiques, les huiles et progressivement il va monter dans la technicité. Pour construire ce plan de formation évolutif qui devra en plus être en conformité avec les diplômes officiels, on réunit des entreprises et des parents. Quand on convoque la première fois les parents pour nous aider à construire ce plan de formation évolutif, ils nous disent qu'ils n'y connaissent rien. Vous n'y connaissez rien, mais il est important que vous puissiez mesurer ce qui est possible pour un enfant de 14 ans et donc vous avez votre rôle à jouer. Pour évaluer l'évolution du jeune, par trimestre, on a des jurys composés de chefs d'entreprise et de parents. Les jeunes viennent présenter une étude qu'ils ont réalisée en stage. Ce n'est pas une association de parents d'élèves syndicalisée, c'est l'ensemble des parents d'élèves quel que soit leur niveau, on ne se permet pas de dire qui est capable ou ne l'est pas, qui est associé aux entreprises pour écouter un jeune qui présente l'étude qu'il a faite pendant 15 jours. On fait attention à ce qu'un parent ne passe pas son fils ou sa fille. Cela permet à un parent de relativiser la vision qu'il a de son fils, les capacités de son enfant. Ça lui permet de rencontrer d'autres parents. Ça lui permet d'échanger. On les réunit aussi régulièrement sur des problématiques comme la gestion de la crise de l'adolescence, la communication avec les ados, les problèmes de drogue, d'alcool. C'est une multitude d'actions concrètes qui mettent les parents au cœur de l'acte éducatif. Il ne s'agit

pas de remplacer les professeurs dans les contenus académiques, mais de participer à l'organisation de la formation. Dans mes responsabilités, j'ai été amené à travailler au conseil économique de la région Rhône-Alpes. J'y ai représenté les familles. Nous avons produit un rapport qui s'appelait « Le lycée, centre de ressources pour son territoire ». On envisageait le lycée, ou le collège, comme un lieu où les associations, les entreprises peuvent être présentes et un lieu ouvert où la réalité de la vie vient rencontrer les élèves tous les jours.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Merci Bernard Tranchand. Vous nous apportez un autre éclairage sur la co-construction et sur le triptyque école/famille/entreprise. Nous allons prendre vos questions sur cette intervention.

Julien Manniez, président d'une association enfance jeunesse en Savoie : Je suis dans un canton de 9 000 habitants. Je suis ancien élève de maison familiale rurale et, pendant longtemps, du bureau d'une maison familiale en Haute-Savoie. J'ai été très attentif aux propos de Monsieur Tranchand. Je rejoins ce que vous dites. La difficulté pour moi est d'arriver à prendre ce qui marche bien dans les maisons familiales et d'essayer de faire pareil dans la relation parents sur le temps extrascolaire ou périscolaire. Je suis président d'une association qui touche 1 200 enfants et jeunes, 800 familles à peu près. On a 4 parents investis dans le conseil d'administration. J'étais dans une maison familiale à 50 km et les parents s'investissaient dans le CA, dans le bureau. Ils étaient prêts à faire 40 km une fois tous les deux mois pour une réunion. Nos animateurs se plaignent souvent que les parents laissent les enfants sans même dire bonjour. Les parents ne se rendent pas compte que pendant ce temps extrascolaire ou périscolaire on construit l'enfant. Y a-t-il des choses dans les maisons familiales qu'on pourrait copier dans les structures enfance/jeunesse ? Si oui, avez-vous quelques recettes ?

Bernard Tranchand, administrateur de l'union nationale des associations familiales et président de l'union départementale des associations familiales de l'Isère (UDAF38) : Je n'ai pas de recettes. Je suis aussi un ancien élève de maison familiale. J'ai donc vécu le système de l'intérieur. Pendant ma 5^e, j'ai entendu que j'étais un imbécile et que je ne ferai rien dans la vie. J'ai dit à mon père que je ne voulais plus aller à l'école. Pour revenir à la question, on a beaucoup à apprendre. Le risque des maisons familiales aujourd'hui est la normalisation. C'est l'administration. Le temps de 37 jusque dans les années 75 était le temps de la créativité. Toutes nos institutions dont l'institution scolaire sont très touchées par ça. Tant qu'on est dans l'instituant, on est dans le créatif, dans ce qui est possible. On est dans l'ordre de l'oser. Rien n'arrête l'homme. On peut faire des choses formidables quand on est dans l'instituant. Quand on tombe dans l'institué, l'administratif, on tombe dans le carcan. On forme 80 000 jeunes dans l'ensemble de la France, en Rhône-Alpes plus de 10 000 dans l'apprentissage. Notre succès s'est traduit par une croissance qu'on a mal gérée et qui a permis à l'administration de nous imposer des règles de son système traditionnel. On a perdu de notre créativité. Chez nous, les jeunes sont internes. Dans notre pédagogie, il y a des temps d'animation en soirée, les repas sont pris entre professeurs et élèves. On pourrait aller plus loin dans le développement. Il n'y avait pas de rentrée le lundi sans le café à l'arrivée pour les parents qui emmenaient leurs enfants. C'était un temps de contact avec les parents. Les parents ne viennent pas s'ils n'y retrouvent pas leur compte. Quand ils trouvent cette convivialité, cette écoute, quand ils peuvent partager avec d'autres leurs inquiétudes, ils ont envie de revenir. Et ils ne regardent pas s'ils font 40 km. Vous parlez des réunions du conseil d'administration. Mais quand on faisait une réunion de parents sur une problématique sociétale comme la drogue, l'alcool, le comportement des adolescents, on avait souvent 80 à 90% de participation pourtant c'était sur un sujet sociétal. On risque de le perdre parce qu'on s'est trop plié aux normes administratives qui nous sont imposées par l'évolution des diplômes etc. Je le regrette profondément. Je me souviens avoir rencontré des inspecteurs de l'apprentissage dans les années 1975/1980. Ils venaient voir nos ateliers. Mais on n'avait pratiquement pas d'ateliers. En effet, notre politique était de ne pas faire des travaux pratiques dans notre maison familiale alors que le jeune y passe 8 jours et qu'il passe 15 jours dans l'entreprise. S'il doit apprendre à démonter une boîte à vitesses, il va l'apprendre dans l'entreprise. Il faut responsabiliser les maîtres de stage mécaniciens pour qu'ils ne leur fassent pas seulement démonter des pneus et laver des voitures, mais qu'ils les mettent à réparer des boîtes à vitesses. Il y a un vrai passage de témoin entre eux et les plus jeunes. On luttait contre cette administration qui voulait nous normer comme les lycées professionnels avec des ateliers qui coûtaient des centaines de millions d'euros et qui n'allaient servir que deux heures par semaine. On a lutté. La croissance à deux chiffres nous a fait arrêter de lutter parce que pour avoir l'autorisation d'ouvrir une formation il fallait dire amen à la demande de l'inspection. Donc, on a lâché sur des trucs

comme ça. Je crois que ça nous a fait perdre en matière de valeurs fondamentales qui faisaient notre richesse. Aujourd'hui, il faut répondre aux besoins. Les gens demandent de la considération, de l'écoute, de la congruence, d'avoir un rôle, de participer à un projet. On a mis en place une coopération décentralisée avec le Brésil pour accompagner les paysans brésiliens dans la création de structures de formation comme celles-ci. C'étaient les brésiliens qui faisaient, ce n'était pas nous. On voulait que cette action de coopération permette à nos jeunes de découvrir la réalité du monde. Donc, il n'y aurait pas de coopération si on n'emmenait pas des jeunes là-bas. On a travaillé avec les associations, avec les parents d'élèves, avec les jeunes pour être en capacité d'emmener deux fois cent jeunes pendant trois semaines en plein cœur de l'Amazonie. Si on réfléchit aux normes, aux risques que certains se fassent manger par les piranhas ou tombent à l'eau dans l'Amazonie, on n'emène pas les gamins. Ça s'est fait parce que tout le monde était co-acteur. Tout le monde voyait l'intérêt de permettre à des jeunes de vivre la réalité de ces voyages-là et s'est mobilisé pour lever les barrières administratives et financières qui existaient. Les jeunes ont financé leur voyage en lavant des voitures sur les parkings de Carrefour par exemple. Ces jeunes apprentis au lieu d'aller faire la bringue ont mis chaque mois de l'argent de côté pour payer leur voyage. C'est une notion d'engagement, d'initiative, de responsabilité dosés.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Y a-t-il d'autres questions sur l'intervention de Bernard Tranchand ou sur les interventions précédentes ?

Bruno Jarry, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM) : Accompagner, soutenir et aider les parents si ça doit se faire dans une logique du court terme où certains d'entre nous peuvent être enfermés, on se plante. Il faut oser mettre en œuvre des dispositifs. Avec le lycée, on avait fait une conférence sur le numérique. Il y avait 20 parents. On avait fait venir quelqu'un d'assez connu. Le proviseur était catastrophé. Mais dans ces 20 personnes, 2 mères de famille étaient venues seules et leurs jeunes filles étaient addictes au porno. Jamais elles n'en avaient parlé. Pour oser mettre en œuvre une politique de soutien à la parentalité, il faut accepter que, pendant un certain temps, il n'y ait pas beaucoup de monde qui viennent. Les financeurs doivent l'accepter parce que les parents ne vont pas nous faire confiance à la première initiative. Il faut oser profiter de dispositifs où on nous laisse de l'expérimentation. A Issy-les-Moulineaux, quand j'ai fait mon atelier pour les pères et que j'ai commencé avec trois pères, au ratio du coût de l'action, ça faisait cher. Mais on ne peut pas d'un côté dire que les pères démissionnent de l'éducation et d'un autre côté dès qu'on commence à penser une action publique dire, s'ils ne sont pas 200 dans la salle, que ça ne sert à rien. Tenir une politique publique doit s'inscrire dans le temps. Soutenir les parents se fait dans la confiance. A Issy-les-Moulineaux, on est 66 000 habitants, mais au prorata du 92, c'est l'espace parents/enfants qui accueille le plus de parents des Hauts-de-Seine. Pourquoi viennent-ils ? Ils viennent parce que c'est les autres parents qui leur parlent de ce que nous faisons. Ce n'est pas la ville, pas la CAF, pas Bruno Jarry.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Merci. Nous avons un petit temps de conclusion pour chacun.

Maryse Charmet, rééducatrice en RASED Education nationale, présidente de la fédération nationale des associations de rééducateurs de l'Education nationale (FNAREN) : Je voulais acquiescer fortement à ce qui vient d'être dit sur les choses qui doivent s'inscrire dans le temps et qu'il faut tenir. Si on avait chiffré et fait le rapport de l'efficacité et rendu compte de tout ça, l'expérimentation n'en serait pas où elle en est aujourd'hui. Effectivement, c'est le bouche à oreille. Ça fait partie de la vie de l'école, de la communauté scolaire, de la communauté éducative, du vivre ensemble, du quartier. On n'a pas eu le temps de parler de tout ce qui se fait en annexe. Ce week-end j'étais au colloque de l'AGSAS à Paris. Ce sont les groupes de soutien au soutien mis en place par Jacques Lévine. Le thème du colloque était « Et si on se préoccupait de l'humain ? » dans l'école, dans le soin, dans le médical. Aujourd'hui, on y réfléchit ensemble. Toutes les expériences dont on a parlé et d'autres se situent au cœur de la relation humaine. On construit les choses ensemble. On apprend ensemble. On continue à les faire vivre ensemble. La confiance n'est pas évidente, elle se construit aussi. Elle s'entretient et se nourrit dans le temps. Je soulignerai à nouveau l'importance des postures professionnelles. Même si on accueille l'autre, même si on adapte, si on est capable d'innover, d'être inventif, tout ça suppose une posture professionnelle solide où l'écoute n'est pas n'importe laquelle, où le non jugement, le respect, l'empathie sont outillées et existent. On a parlé de la bienveillance. Il faut

que cette formation soit reconnue. On a encore de quoi faire pour que dans nos institutions et au niveau de nos politiques les choses avancent sur ce versant-là. Je terminerai par une phrase d'Albert Jacquard qui disait qu'il rêvait qu'au-dessus de toutes les écoles, en dessous de liberté, égalité, fraternité, soit écrit « Ici on enseigne l'art de la rencontre ». Je pense que ce que nous avons dit décline ce rêve. A la FNAREN, nous avons un comité scientifique composé de différentes personnalités dont certaines qu'on a citées. Ce comité a écrit une charte pour une école humaniste qui commence par un précepte de Kant : « Traite toujours en toi et en autrui l'humanité comme une fin, jamais comme un moyen ». Je conclurai sur ces mots.

Bruno Jarry, directeur de l'association culture, loisirs et animation de la ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM) : Elle nous taquine en nous citant Kant en fin d'intervention. Kant date un peu. Mais on a la chance aujourd'hui d'avoir en France trois images Lévinas, Ricœur, Derrida. L'éthique de la responsabilité. Affirmer notre éthique. Affirmer l'hospitalité, l'accueil de l'individu, l'accueil de l'altérité dans ce qui est le plus beau de l'autre. Dans ce que tu disais sur la posture des professionnels, je crois que les professionnels et les politiques doivent danser ensemble à partir du moment où le professionnel reste intraitable sur sa posture éthique. Tout vient quelquefois de notre capacité en tant que professionnel de tordre notre éthique et on passe du compromis à la compromission et on ne fait rien de bon. On a été évoqué sur l'art de la rencontre. Je me rappelle qu'en philo on m'avait dit : Est-ce que l'éthique est subordonnée à la politique ? Est-ce que la politique est subordonnée à l'éthique ? Est-ce qu'une politique sans éthique est possible ou une éthique sans politique ? Je vous laisse à cette réflexion. Moi-même je n'y ai pas réfléchi.

Annie Schwing, responsable pôle enfance-famille au Conseil général de l'Allier : Merci à nos trois intervenants qui ont enrichi avec leurs regards croisés la question de la co-éducation dans nos réflexions. Et merci à vous.